

BUREAU DE l'ACTION SOCIALE

BILAN ACTION SOCIALE 2017

Bureau de l'action sociale

Consommation des crédits de paiement (CP)

2014-2017

224-02 (Titre 3)	2014	2015	2016	217
Crédits ouverts CHORUS	4 878 080 €	5 096 209 €	5 141 036 €	5 680 000 €
Crédits consommés hors FIPHFP	4 679 939 €	5 157 570 €	5 295 200 €	4 249 062 €
Action sociale	3 967 049 €	4 404 110 €	4 448 237 €	4 275 606 €
Crédits déconcentrés	712 890 €	753 460 €	846 963 €	841 260 €
TOTAL CONSOMME	4 679 939 €	5 157 570 €	5 295 200 €	5 116 866 €
TAUX DE CONSOMMATION	95,94%	101,20%	103,00%	90,09%
224-01 (Titre 2)	2014	2015	2016	2017
Crédits consommés	1 208 667 €	1 114 012€	1 250 804 €	1 073 340 €
FIPHFP	2014	2015	2016	2017
Crédits consommés FIPHFP	758 466 €	835 460 €	493 618 €	196 659 €

Après deux ans d'augmentation la consommation globale des crédits de paiements s'infléchit légèrement en passant de 6 546 004 € en 2016 à 6 190 206 € en 2017 (- 355 798 €). Cette sous consommation exceptionnelle correspond à une difficulté technique de passage de gestion en cours d'année des crédits du BSST, précédemment gérés par le BAS, au DPM.

Tableau récapitulatif des dépenses d'administration centrale 2014-2017

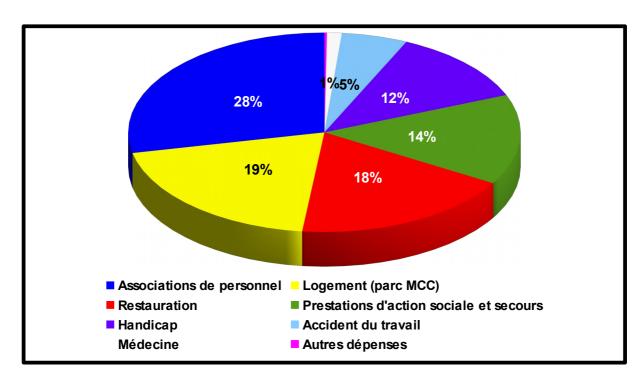
	2 0	14	2 ()15	20	16	20	17
Postes de dépenses	Montant	% / dépenses totales						
224-01 (titre 2)								
Accidents du travail et maladies professionnelles (dont rentes accidents travail)	309 364 €	6,3%	263 334 €	5,1%	226 211 €	4,1%	291 293 €	5,4%
Prestations d'action sociale	559 644 €	11,4%	570 576 €	11,0%	602 480 €	11,0%	587 753 €	11,0%
Secours	235 055 €	4,8%	219 209 €	4,2%	219 963 €	4,0%	194 294 €	3,6%
Total titre 2	1 104 063 €	22,41%	1 053 119 €	20,22%	1 048 654 €	19,08%	1 073 340 €	20,1%
		224-02 (titre	3)					
	1							
Logement (parc MCC)	910 000 €	18,5%	1 020 000 €	19,6%	932 000 €	17,0%	1 061 750 €	19,8%
Restauration	944 631 €	19,2%	912 568 €	17,5%	980 659 €	17,8%	978 801 €	18,3%
Subventions aux associations de personnel	1 241 015 €	25,2%	1 425 648 €	27,4%	1 460 072 €	26,6%	1 515 768 €	28,3%
Honoraires médicaux médecine statutaire	66 718 €	1,4%	69 914 €	1,3%	78 188 €	1,4%	64 555 €	1,2%
Handicap (aménagement de postes, France entière)	371 358 €	7,5%	486 954 €	9,3%	740 878 €	13,5%	643 335 €	12,0%
Protection sociale complémentaire	270 000 €	5,5%	235 000 €	4,5%	235 000 €	4,3%	0€	0,0%
Autres dépenses (abonnements, renouvellement carte culture,)	19 323 €	0,4%	5 900 €	0,1%	21 439 €	0,4%	11 397 €	0,2%
Total titre 3	3 823 045 €	77,59%	4 155 984 €	79,78%	4 448 237 €	80,92%	4 275 606 €	79,9%
TOTAL titre 2 + titre 3	4 927 108 €		5 209 104 €		5 496 891 €		5 348 946 €	

Pour mémoire, sont concernés par ces dépenses, les services d'administration centrale, services rattachés et certains services déconcentrés (services situés à Paris et en Île-de-France) payés en centrale et, pour les prestations et subventions, secours et subventions aux associations, les agents de la France entière, rémunérés par le ministère.

En 2017, **5 348 946** € ont été consacrés aux dépenses de l'administration centrale, tous titres confondus, Une très légère diminution est constatée par rapport à l'année précédente (- 147 945 €) après une augmentation de près de 12 % en 3 ans.

Ventilation des dépenses de l'administration centrale par secteur

Proportion des divers postes de dépenses en 2017



<u>Restauration</u>: Au **3ème** rang des dépenses, avec **978 801** € de budget en 2017, il représente un peu plus de **18** % des dépenses d'administration centrale.

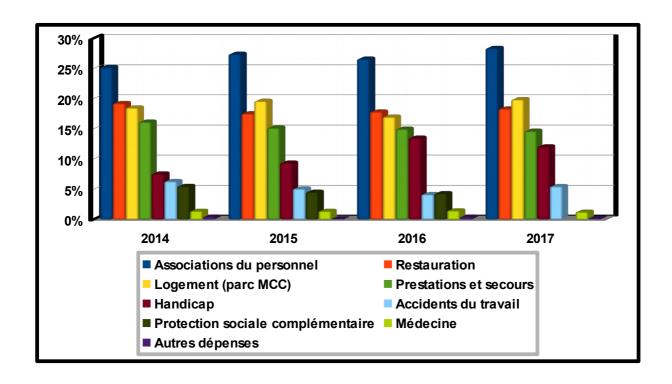
<u>Logement social</u>: En 2017, **1 061 750** € de crédits de paiement ont été consacrés au logement social soit **près de 20%** des dépenses totales d'administration centrale. En progression grâce à l'abondement des crédits initialement programmés pour la Protection sociale complémentaire.

<u>Les subventions aux associations de personnel</u> constituent cette année le premier poste de dépenses. En 2017, le budget consacré à ce poste est de 1 515 768 €, soit plus de 28 % des dépenses d'administration centrale. Ce budget se subdivise en 1 464 018 € pour les subventions stricto sensu et 51 750 € pour les cadeaux de Noël aux enfants du personnel.

<u>Accidents du travail</u>: **291 923** € dépensés sur ce poste en 2017. Avec **5,4** % du budget en 2017 ce poste peut évoluer ou s'infléchir d'une année sur l'autre. En effet, leur occurrence ainsi que le montant mobilisé pour les frais et honoraires médicaux correspondant à leur prise en charge reste imprévisible.

<u>Prestations sociales et Secours</u>: ce poste est en baisse de **40 396 €** en 2017 par rapport à 2016.

Evolution des postes budgétaires entre 2014 et 2017



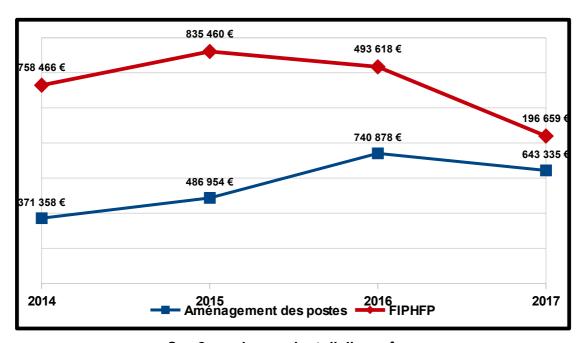
Les postes de dépenses **restauration et prestations sociales et secours** sont relativement stables sur 4 ans.

Handicap

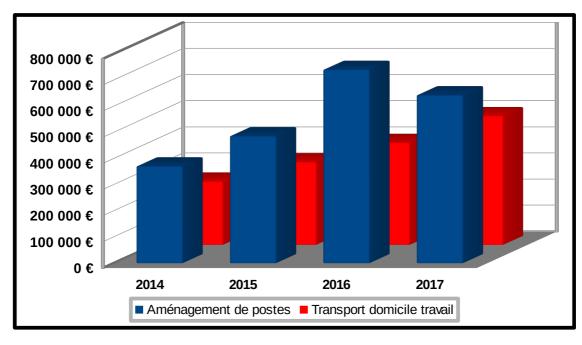
Evolution comparée sur 4 ans

Le taux d'emploi légal des personnels en situation de handicap progresse d'année en année. Alors qu'il était de seulement 4.79% en 2013 le dernier chiffre connu de 2016 est de 5,69 %.

Crédits versés au FIPHFP/Crédits aménagements de poste



Ces 2 courbes parlent d'elles-mêmes



Le transport domicile travail représente la part la plus importante des aménagements de postes de travail qui a nécessité qu'un marché public soit passé en 2017

Logements sociaux

Evolutions comparées sur 4 ans

Année	Montant en CP	% Budget global
2014	910 000 €	18,50 %
2015	1 020 000 €	19,60 %
2016	932 000 €	17,00 %
2017	1 061 750 €	19,80 %

1 235 000€ ont été mobilisés en 2017 en AE qui correspondent à des livraisons de logements qui s'échelonnent jusqu'en 2020

			0/ 4 4		
Année	Nombre demandeurs	Parc préfectoral Parc culture		TOTAL	% Agents logés/Demande s
2014	402	23	34	57	14,18%
2015	576	141	38	179	31,08%
2016	704	86	54	140	19,89%
2017	946	114	31	145	15,33%

Sur 4 ans le nombre de demandeurs a plus que doublé. Le nombre d'agents logés sur le parc préfectoral a également fortement progressé depuis 2014. En 2017 le pourcentage d'agents logés par rapport aux demandeurs reste modeste. Seuls 15,33 % des agents en demande ont pu trouver une solution grâce à leurs démarches auprès de la cellule logement du BAS. La forte croissance des demandes explique ce résultat.

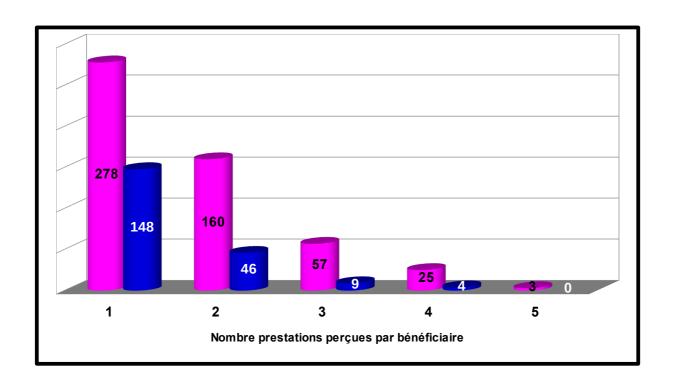
Prestations sociales et secours Evolution 2014-2017

	20	14	20	15	2016		2017	
TYPE DE PRESTATION	Nombre de bénéficiaires	Montant versé	Nombre de bénéficiaires	Montant versé	Nombre de bénéficiaires	Montant versé	Nombre de bénéficiaires	Montant versé
Aide à la scolarité	442	177 700 €	417	180 140 €	442	184 720 €	366	160 120 €
Aide famille monoparentale	292	121 125€	285	123 925 €	286	126 000 €	274	119 650 €
Aide au déménagement	141	64 241 €	143	65 488 €	177	83 717 €	174	81 289 €
Aide vacances en famille	158	22 960 €	151	21 510 €	127	18 240 €	111	16 833 €
Subvention séjours enfants	116	22 785 €	124	19 567 €	107	15 750 €	95	16 352 €
Aide au parent enfant handicapé *	72	128 341 €	70	127 995 €	74	144 710 €	85	160 824€
Garde enfants 6-12 ans	44	6 492 €	39	6 289 €	35	5 143 €	42	7 085 €
Aide départ retraite	7	14 000 €	12	24 000 €	11	22 000 €	12	24 000 €
BAFA	10	2 000 €	9	1 662 €	11	2 200 €	8	1 600 €
Sous-Total – Hors secours	1282	559 644 €	1250	570 576 €	1270	602 480 €	1167	587 753 €
Secours	148	235 055 €	160	219 209 €	147	219 963 €	143	194 294 €
Total général	1430	794 699 €	1410	789 785 €	1417	822 443 €	1310	782 047 €

^{*} l'aide à la garde d'enfant handicapé et l'allocation jeune adulte (2 bénéficiaires pour la 1ère et 1 bénéficiaire pour la seconde prestation) ont été comptabilisées dans l'aide au parent d'enfant handicapé.

1167 Dossiers (hors secours) traités
730 agents bénéficiaires des prestations sociales ministérielles.

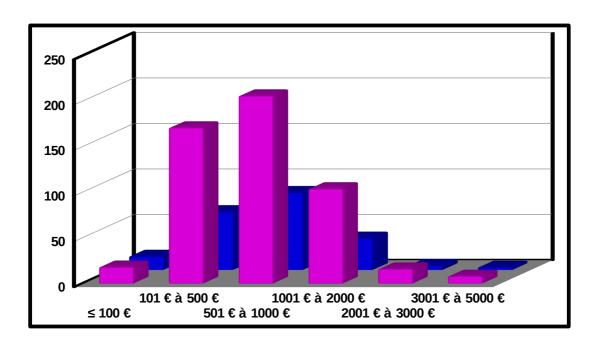
Nbre prestations perçues par bénéficiaire	Femmes	Hommes	Total
1	278	148	426
2	160	46	206
3	57	9	66
4	25	4	29
5	3	0	3
Total	523	207	730



Montant perçu par bénéficiaire

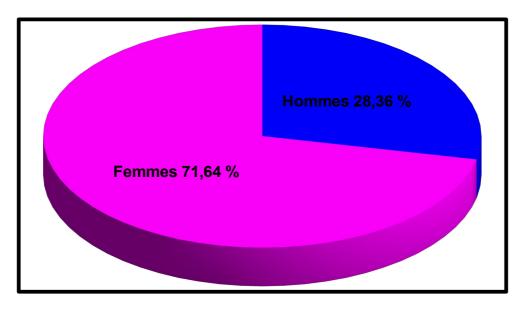
Total montant perçu	Nombre de l	Total bénéficiaires	
Par bénéficiaire	Femmes	Hommes	Total beneficialies
≤ 100 €	18	15	33
101 € à 500 €	171	64	235
501 € à 1000 €	206	85	291
1001 € à 2000 €	104	35	139
2001 € à 3000 €	16	5	21
3001 € à 5000 €	8	3	11
Total	523	207	730

Nb : Certains montants particulièrement élevés correspondent à plusieurs prestations sur 2 ans.



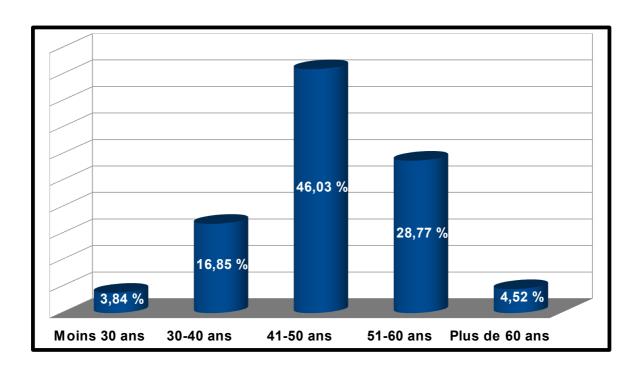
	Femme	Homme
Moyenne	820€	767€
Médiane	584€	504€





Nb : les femmes représentent 54,36 % de la population des agents rémunérés sur Titre 2 (source : bureau de la rémunération)

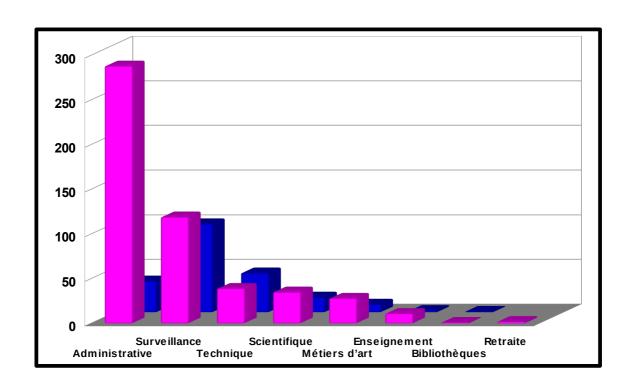
Près de 75 % des bénéficiaires ont entre 41 et 60 ans



Des femmes administratives

Des hommes surveillants ou techniciens

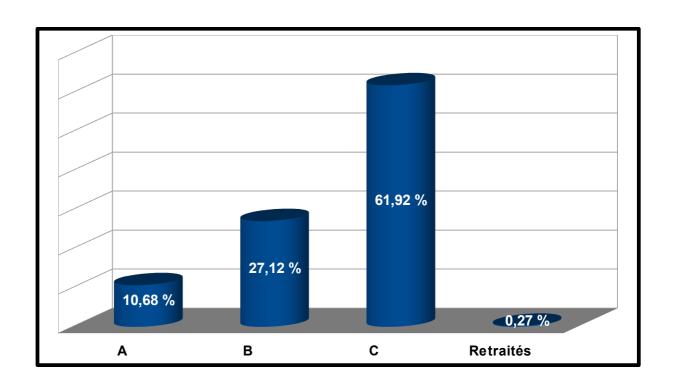
Filière des bénéficiaires	Femme	Homme	Total bénéficiaires	%
Administrative	288	35	323	44,25%
Surveillance	119	99	218	29,86%
Technique	39	44	83	11,37%
Scientifique	35	17	52	7,12%
Métiers d'art	28	9	37	5,07%
Enseignement	11	2	13	1,78%
Bibliothèques	1	1	2	0,27%
Retraite	2	0	2	0,27%
Total	523	207	730	100%



Surreprésentation de la Catégorie C

Catégorie	Femme	Homme	Total
Α	57	21	78
В	151	47	198
С	313	139	452
Retraités	2	0	2
Total	523	207	730

Mais la catégorie B est loin d'être négligeable alors que la catégorie A – pourtant la plus nombreuse dans la population du ministère – ne représente au global qu'un peu plus de 10 % des bénéficiaires.



Plus de 54 % de Franciliens

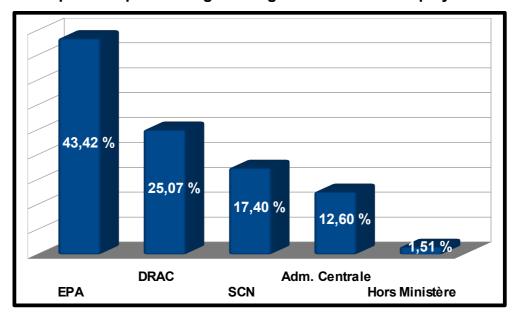
Région	Femme	Homme	Total	% Bénéficiaires/ Total Régions
Auvergne-Rhône-Alpes	33	12	45	6,16 %
Bourgogne-Franche-Comté	5	3	8	1,10 %
Bretagne	8	2	10	1,37 %
Centre-Val-de-Loire	14	6	20	2,74 %
Corse	2		2	0,27 %
Grand-Est	22	8	30	4,11 %
Guadeloupe	1		1	0,14 %
Hauts-de-France	18	16	34	4,66 %
lle de France	286	110	396	54,25 %
Martinique	1	1	2	0,27 %
Normandie	13	6	19	2,60 %
Nouvelle Aquitaine	41	18	59	8,08 %
Occitanie	30	12	42	5,75 %
Pays de la Loire	21	3	24	3,29 %
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	26	10	36	4,93 %
Réunion	2		2	0,27 %
Total	523	207	730	100%

Mais la majorité des agents du Ministère est affectée en lle-de-France

43 % des bénéficiaires sont affectés en EPA

Entités administratives	Femme	Homme	Total	%
EPA	219	98	317	43,42 %
DRAC	145	38	183	25,07 %
SCN	75	52	127	17,40 %
Adm. Centrale	74	18	92	12,60 %
Hors Ministère	10	1	11	1,51 %
Total	523	207	730	100%

Ce qui correspond au pourcentage des agents du Ministère qui y sont affectés



Restauration collective (hors CMN)

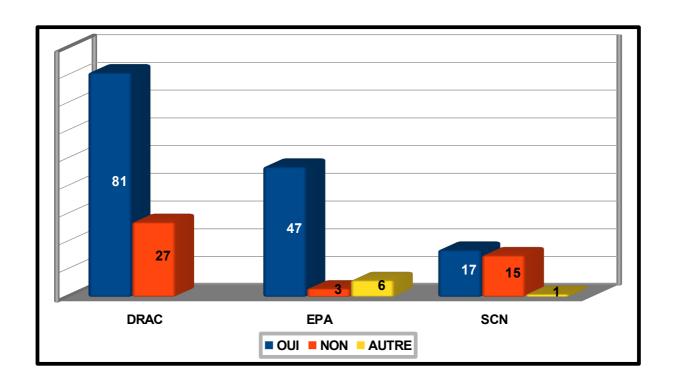
Cartographie Périmètre

Région	Type structure	Nombre	Restauration collective		
			OUI	NON	Autre
	DRAC	12	11	1	0
Auvergne-Rhône-Alpes	EPA SCN	5 1	5 0	0 1	0
	DRAC	8	6	2	0
Bourgogne-Franche-Comté	EPA	1	1	0	0
	SCN	1	1	0	0
Bretagne	DRAC EPA	5 1	4 1	1 0	0 0
-	DRAC	6	6	0	0
Centre Val de Loire	EPA	1 1	1 1	l ő	0 0
Cores	DRAC	2	1	1	0
Corse	SCN	1	0	1	0
Grand-Est	DRAC	11	8	3	0
	EPA	3	3	0	0
Guadeloupe	DRAC	1	1	0	0
Guyane	DRAC	1	1	0	0
11. 4. 4. 5.	DRAC	5	2	3	0
Hauts-de-France	EPA	1 1	1 2	0 2	0
	SCN DRAC	4 10	7	3	0
lle-de-France	EPA	33	27	2	4
ne-de-Flance	SCN	14	11	3	0
Martinique	DRAC	1	0	1	0
Mayotte	DRAC	1	0	1	0
mayotto	DRAC	5	5	0	0
Normandie	EPA	l 1	l 1	l o	Ō
	SCN	1	0	1	Ö
	DRAC	13	10	3	0
Nouvelle-Aquitaine	EPA	3	1	1	1
	SCN	4	1	2	1
	DRAC	13	11	2	0
Occitanie	EPA	2	2	0	0
	SCN	1	0	1	0
Océan Indien	DRAC	1	0	1	0
Dave de la Latina	DRAC	5	5	0	0
Pays-de-la-Loire	EPA SCN	1 1	1 0	0 1	0 0
	SCN DRAC	8	3	5	0
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	EPA	4	2	1 1	1 1
1 Toverice-Aipes-Oole-a Azai	SCN	5	2	3	Ö
Total		197	144	46	7

Restauration collective

73,60% des sites y ont accès

Type structure	Resta	_ , _		
	Oui	Non	Autre	Total
DRAC	81	27	0	108
EPA	47	3	6	56
SCN	17	15	1	33
Total	145	45	7	197



DRAC : sur 108 structures référencées **75**% bénéficient d'une restauration collective. **EPA** : sur 56 structures référencées près de **84**% bénéficient d'une restauration collective **SCN** : sur 33 structures un peu plus de la moitié **51,52**% bénéficient d'une restauration collective

45 Structures sans restauration collective

Région	Type de structure	Dpt	Ville	Structure	
Auvergne-Rhône-Alpes	DRAC	Loire	Saint-Etienne	UDAP 42	
Auvergne-Knone-Aipes	SCN	Haute-Loire	Le Puy-en-Velay	Atelier conservatoire de la Dentelle	
Bourgogne-Franche-Comté	DRAC	Jura	Lons le Saunier	UDAP 39	
Drac Drac		Nièvre	Nevers	UDAP 58	
Bretagne	DRAC	Côtes d'Armor	Saint-Brieuc	UDAP 22	
Corse	DRAC	Haute-Corse	Bastia	UDAP Haute-Corse	
Corse	SCN	Corse du Sud	Ajaccio	Maison Bonaparte	
		Marne	Reims	UDAP 51	
Grand-Est	DRAC	Meuse	Bar-le-Duc	UDAP 55	
		Vosges	Epinal	UDAP 88	
		Aisne	Laon	UDAP 02	
	DRAC	Oise	Compiègne	UDAP 60	
Hauts-de-France		Pas-de-Calais	Arras	UDAP 62	
	SCN	Aisne	Blérancourt	Musée de Blérancourt	
	SCN	Oise	Compiègne	Domaine national de Compiègne	
		Seine et Marne	Champs-sur-Marne	UDAP 77 Champs-sur-Marne	
	DRAC	Sellie et Marile	La Grande-Aroisse	UDAP 77 La Grande-Aroisse (Pincevent)	
		Hauts-de-Seine	Saint-Cloud	UDAP 92	
lle de France	EPA	Pavia	Dowie	Musée Gustave Moreau	
lle-de-France	EPA	Paris	Paris	Musée Jean-Jacques Henner	
	SCN	Seine et Marne	Champs-sur-Marne	LRMH	
		Val d'Oise	Ecouen	Musée de la Renaissance	
		Yvelines	Magny les Hameaux	Musée national du Port Royal	
Martinique	DRAC	Martinique	Fort-de-France	DAC Martinique	
Mayotte	DRAC	Mayotte	Mamoudzou	DAC Mayotte	
Normandie	SCN	Eure	Alençon	Atelier conservatoire de dentelle	
		Creuse	Guéret	UDAP 23	
	DRAC	Landes	Mont-de-Marsan	UDAP 40	
Nouvelle-Aquitaine		Lot-et-Garonne	Agen	UDAP 47	
	SCN	Charente-Maritime	lle d'Aix	Musée de l'Ile d'Aix	
	SCN	Creuse	Aubusson	Mobilier national Aubusson	
	DRAC	Gers	Auch	UDAP 32	
Occitanie	DRAC	Lozère	Mende	UDAP 48	
	SCN	Hérault	Lodève	Manufacture nationale de la Savonnerie	
Océan Indien	DRAC	Réunion	Saint-Denis	DAC Océan-Indien	
Pays-de-la-Loire	SCN	Vendée	Mouilleron en Pareds	Musée Georges Clémenceau	
Provence-Alpes-Côte-d'Azur		Alpes Haute-Provence	Digne-les-Bains	UDAP 04	
	DRAC	Alpes-Maritimes	Nice	UDAP 06	
		Hautes-Alpes	Gap	UDAP 05	
		Var	Toulon	UDAP 83	
		Vaucluse	Avignon	UDAP 84	
	EPA	Bouches-du-Rhône	Arles	Ecole photographie Arles	
			Biot	Musée Fernand Léger	
	SCN	Alpes-Maritimes	Nice	Musée Marc Chagall	
			Vallauris	Musée Picasso Vallauris	
	Т	OTAL Structure sans resta	uration collective : 45		

Nb: de nombreux agents, notamment en UDAP, ne souhaitent pas bénéficier de restauration collective. Des conventions ont pu exister mais il a été constaté une absence de fréquentation des restaurants collectifs.

Autres options de 7 structures

Région	Type de structure	Dpt	Ville	Structure	
lle-de-France	EPA Paris			BPI	
				CNAC Georges-Pompidou	
		Paris	Paris	INRAP	
				Palais de la porte Dorée CNHI	
Nouvelle Aquitaine	EPA	Gironde	Talence	ENSAP Bordeaux	
	SCN	Dordogne	Eyzies de Tayac	Musée national de la préhistoire (Les Eyzies de Tayac)	
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	EPA	Bouches-du- Rhône	Marseille	MUCEM	

TOTAL Structures autre option: 7

5 structures (CNAC Georges Pompidou ; INRAP ; Palais de la Porte Dorée ; ENSAP de Bordeaux et MUCEM) ont opté pour les tickets restaurants.

Les agents d'une structure (Musée national de la préhistoire) ont opté pour la déduction des frais réels.

Les agents de la BPI bénéficient de contremarques échangeables dans des restaurants environnants.

Conclusion

L'année 2017 s'inscrit dans la continuité d'une forte sollicitation de l'ensemble des équipes du bureau de l'action sociale.

Dans un environnement global de croissance des difficultés matérielles, qui n'est pas propre au ministère, et de complexification des situations individuelles, le bureau de l'action sociale reste un espace où chacun peut s'adresser en confiance pour livrer les difficultés auxquelles il est confronté et obtenir des pistes ou des solutions les plus adaptées pour les résoudre. Les deux départs d'assistantes sociales courant 2017 n'ont pas facilité le travail d'écoute, d'analyse de situation, d'orientation et d'assistance des agents en demande.

Le chantier technique et complexe de la protection sociale complémentaire a nécessité un fort investissement notamment pédagogique pour aboutir en fin d'année à un résultat équilibré ouvrant aux agents le choix entre trois organismes (CNP assurance, INTERIALE et MGEN) qui offrent des garanties identiques à des tarifs qui méritent d'être comparés.

La diversité des dispositifs sociaux ministériels constitue un panel de réponse aux principales difficultés rencontrées par la population du ministère aux revenus les plus modestes. Les démarches et arguments tendant à résoudre la question de l'assujettissement et de la fiscalisation de certaines prestations versées aux agents rémunérés par certains EPA ont fortement mobilisé tous les acteurs concernés au sein du ministère. Les efforts n'ont pas été ménagés afin d'obtenir une réponse politique homogène et cohérente sur cette question. La RIM réunie fin 2017 trace une trajectoire de travail en 2018 qui dépasse largement le cadre du seul ministère de la culture.

La réponse qui y sera apportée permettra de retravailler sur des dispositifs permettant notamment de rééquilibrer le caractère très familial de la politique sociale ministérielle en prenant mieux en compte les besoins de foyers sans enfants.